

(Source : [Basta!](#))

Alors que s'achève le Forum alternatif mondial de l'eau à Marseille, la Via Campesina réaffirme le droit à l'eau. Pour ce mouvement international qui rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits producteurs, de sans-terre, de jeunes du monde rural, ou de travailleurs agricoles, l'eau est un bien commun au bénéfice de tous les être vivants. Il doit être soumis à une gestion publique, démocratique, locale et soutenable.



Nous, organisations paysannes de différents pays du monde, membres de la Via Campesina, nous sommes rencontrés du 12 au 17 mars 2012 à l'occasion du [Forum alternatif mondial de l'eau](#) à Marseille, en France. Des délégués venus, entre autres, de Turquie, du Brésil, du Mexique, du Mali, ont exprimé la détresse des « affectés » environnementaux et particulièrement ceux qui sont touchés par la construction des barrages, les gaz de schiste, les mines, l'accaparement, la marchandisation, la rareté de l'eau, les pollutions généralisées, les répressions et les meurtres envers les militants défenseurs de l'eau.

Nous revendiquons que le droit « de » et « à » l'eau soient respectés dans le cadre de la souveraineté alimentaire. Le droit « de » l'eau étant le respect permanent du cycle de l'eau dans son intégralité.

Nous affirmons que la privatisation et la marchandisation de l'eau et de tout autre bien commun (semences, terre, connaissances locales et traditionnelles, etc.) sont un crime

contre la terre et l'humanité. Les grands projets de barrage et de centrales hydroélectriques emprisonnent et accaparent l'eau, ne tenant compte ni des besoins, ni des pratiques traditionnelles ni de l'opinion des communautés locales, et faisant fi de la préservation de l'écosystème.

Les crises de l'eau, de la biodiversité, les crises sociales, énergétiques et financières sont toutes liées et sont les conséquences du néolibéralisme et du modèle d'agriculture industrielle promu par les institutions financières internationales (Banque mondiale, Fond monétaire international, Organisation mondiale du commerce), les traités de libre-échange, le Conseil mondial de l'eau, les multinationales et la majorité des gouvernements.

L'économie verte est une fausse solution face au changement climatique et à la pénurie d'eau. La marchandisation de l'eau, du carbone, de la biodiversité, les OGM, les nanotechnologies, la géo-ingénierie [1] sont les nouveaux débouchés du néolibéralisme pour répondre aux crises. La fuite en avant continue alors que ces réponses technicistes et marchandes sont les principales responsables des chaos écologiques et sociaux que nous subissons.

Le modèle de production industrielle, les monocultures, l'agrochimie, ont pollué nos eaux, mis en péril notre santé. Nous défendons les pratiques agroécologiques et l'agriculture paysanne, qui mettent en pratique la souveraineté alimentaire et contribuent à la préservation et l'utilisation soutenable de l'eau.

L'eau est un bien commun au bénéfice de tous les être vivants et doit être soumise à une gestion publique, démocratique, locale et soutenable [2]. Les connaissances locales et traditionnelles de gestion de l'eau, qui protègent et considèrent l'écosystème dans sa globalité, existent depuis des millénaires. Elles ont fait preuve au fil du temps de leur efficacité. Les politiques publiques et les lois sur l'eau doivent reconnaître et respecter ces connaissances.

Pour la souveraineté alimentaire : stop à l'accaparement de l'eau !

La Via Campesina

Photo : [source](#)

Notes

[1] Lire à ce sujet : [Les projets fous des apprentis sorciers du climat.](#)

[2] Lire à ce sujet : [Gestion de l'eau : quand le service public est plus efficace que le business privé.](#)

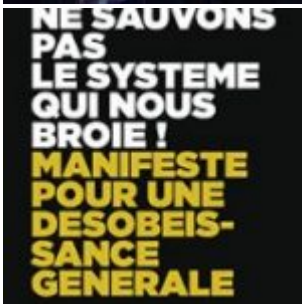
Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)
[Pinterest](#)

À lire également :



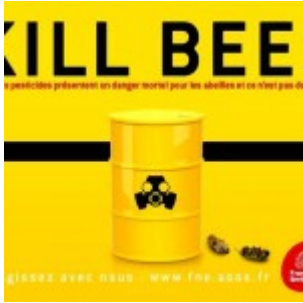
[ACTA : nombreuses manifestations en vue le 9 juin](#)



[Ne sauvons pas le système qui nous broie](#)



[Levez-vous!](#)



Nous marchons contre Monsanto pendant que ce dernier détruit des abeilles reines